

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 25

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

56^a Sessione ordinaria
(Parigi, 2-4 giugno 2009)

Raccomandazione n. 836 ⁽¹⁾

Sulla guerra in Afghanistan: quale strategia per l'Europa ?

Trasmessa il 1° luglio 2009

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant ses Recommandations n^{os} 780, 802 et 822 sur la situation en Afghanistan;

(ii) Constatant que huit ans après la chute du régime des talibans en Afghanistan, la situation politique, économique et sécuritaire reste très instable et incertaine dans ce pays;

(iii) Soulignant que l'Afghanistan est un Etat souverain et indépendant et non un protectorat ou un territoire sous tutelle

des Nations unies, de l'OTAN ou de l'Union européenne;

(iv) Considérant à ce titre que l'assistance à la sécurité, à la stabilisation politique et à la reconstruction doit respecter et prendre en compte la Constitution, les lois et les traditions, les valeurs et la culture du peuple afghan et de ses composantes ethniques et religieuses;

(v) Constatant que l'effort militaire afghan et international n'a pas encore permis de rétablir une sécurité durable en Afghanistan;

(vi) Considérant à cet égard qu'il est important de conserver un niveau élevé

⁽¹⁾ Adopté par l'Assemblée le 3 juin 2009, au cours de sa 2^{ème} séance plénière.

d'assistance militaire au gouvernement afghan pour accroître les capacités humaines et techniques des forces de sécurité afghanes;

(vii) Considérant que la présence militaire internationale doit être maintenue jusqu'à ce que les forces afghanes soient en mesure d'agir de manière autonome et indépendante en Afghanistan;

(viii) Considérant que les forces étrangères présentes sur le sol afghan, notamment les forces européennes du dispositif de la FIAS de l'OTAN, doivent s'en tenir à leur mandat d'assistance et de soutien aux forces de sécurité afghanes;

(ix) Considérant le rôle crucial joué par la présence militaire pour faciliter le processus de reconstruction économique et sociale de l'Afghanistan;

(x) Considérant que les actions menées contre le terrorisme et le trafic de drogue sont nécessaires pour la sécurisation et la stabilisation, lesquelles sont des conditions essentielles de la reconstruction économique et sociale de l'Afghanistan;

(xi) Considérant qu'aux yeux du gouvernement et de la population d'Afghanistan, il est contreproductif que les forces européennes agissent de manière autonome, sans consultation préalable avec les autorités nationales et locales afghanes;

(xii) Soulignant l'importance des efforts déployés par les Européens, au niveau national ou à celui de l'Union européenne, pour contribuer au développement du secteur de la sécurité nationale, du système juridique et des forces de police en Afghanistan;

(xiii) Considérant qu'il est souhaitable que l'effort financier consenti par les Etats européens dans les domaines militaire et de la sécurité en Afghanistan soit suivi par l'affectation d'un montant équivalent ou supérieur en matière d'aide économique, afin de démontrer l'engagement européen vis-à-vis du développement du pays dans le domaine civil;

(xiv) Considérant qu'il est indispensable que les actions menées par les Etats européens soient coordonnées avec celles des autres Etats qui oeuvrent en Afghanistan pour la paix, la sécurité et le développement, notamment les Etats-Unis;

(xv) Considérant qu'il est primordial que les ONG puissent continuer à aider le peuple afghan, dans les secteurs économique et social, et qu'il est souhaitable de bien distinguer leur action de celle des Equipes de reconstruction provinciale, militaires et civiles, de l'OTAN;

(xvi) Soulignant l'importance des programmes d'assistance mis en oeuvre sur le plan local par les institutions, les Etats et les ONG européens en matière de développement économique et social;

(xvii) Considérant, d'une part, la nécessité de développer la concertation et la coordination entre tous les acteurs concernés et les autorités nationales et locales afghanes ainsi que les autres interlocuteurs de la société civile, en particulier de la société rurale, et d'autre part, le rôle privilégié que peut jouer l'Europe dans ce sens;

(xviii) Considérant le contraste de la situation des femmes en Afghanistan, selon les ethnies, les groupes religieux et le milieu (urbain ou rural) auxquels elles appartiennent;

(xix) Soulignant que l'amélioration du statut social et économique des femmes en Afghanistan est une étape nécessaire du développement économique et social du pays;

(xx) Considérant que l'éducation, la remise en état du système de santé et le développement économique sont des éléments clés pour permettre aux femmes afghanes de prendre toute leur place dans la société;

(xxi) Considérant que cette question doit être traitée de manière globale, en concertation avec les instances nationales et locales et dans le cadre de l'évaluation des besoins de l'ensemble de la société

afghane, pour ne pas être interprétée comme une approche imposée comme un modèle occidental;

(xxii) Considérant que les problèmes de sécurité en Afghanistan doivent être réglés dans un cadre régional et international élargi;

(xxiii) Considérant, à ce titre, le rôle central du Pakistan dans le règlement global des problèmes de sécurité en Afghanistan et la nécessité de pratiquer un dialogue ouvert et coopératif avec ce pays;

(xxiv) Soulignant la nécessité de prendre en compte, comme pour l'Afghanistan, les intérêts de l'Etat pakistanais et ses spécificités constitutionnelles, politiques, religieuses et ethniques, ainsi que ses préoccupations légitimes en matière de sécurité régionale;

(xxv) Considérant que l'Union européenne, en tant que grande puissance commerciale, peut jouer un rôle majeur vis-à-vis du Pakistan tant au niveau économique que dans la recherche d'une stabilité politique;

(xxvi) Exprimant son soutien aux officiers et soldats européens engagés en Afghanistan ainsi qu'à leurs familles,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

1. A veiller à ce que les Etats membres se concertent afin de coordonner leurs

actions dans le domaine militaire et dans celui de l'assistance au secteur de la sécurité et de l'aide à la reconstruction économique et sociale en Afghanistan;

2. A chercher à harmoniser et rendre plus efficaces les règles d'engagement (« caveats ») des forces des pays européens déployées en Afghanistan;

3. A veiller à ce que les contingents armés envoyés en Afghanistan soient entraînés, formés et équipés de manière adéquate pour faire face aux risques et menaces du théâtre des opérations afghan;

4. A oeuvrer à définir une stratégie politique, économique et de sécurité européenne pour l'Afghanistan, dans le cadre d'un partenariat euro-afghan;

5. A examiner l'efficacité de l'aide économique et sociale apportée à l'Afghanistan, tout en veillant à l'exécution des engagements existants, cette aide se révélant encore plus nécessaire pendant cette période de crise internationale qui frappe durement ce pays;

6. A proposer au Pakistan un partenariat économique et politique prévoyant la mise en place d'un dialogue politique permanent avec des représentants de toutes les forces politiques nationales, locales et tribales du pays;

7. A tenir l'Assemblée informée de la situation militaire, sécuritaire, politique, économique et sociale en Afghanistan et de l'action menée par les Etats européens dans le cadre de la FIAS et de l'Union européenne dans la région.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 836 ⁽¹⁾

Sulla guerra in Afghanistan: quale strategia per l'Europa?

L'ASSEMBLEA,

(i) *Richiamando* le proprie Raccomandazioni 780, 802 e 822 sulla situazione in Afghanistan;

(ii) *Constatando* che otto anni dopo la caduta del regime dei Talebani in Afghanistan, la situazione politica, economica e della sicurezza nel Paese rimane molto instabile e incerta;

(iii) *Sottolineando* che l'Afghanistan è uno Stato sovrano e indipendente e non è né un protettorato né un territorio posto sotto la tutela delle Nazioni Unite, della NATO o dell'Unione Europea;

(iv) *Considerando*, dunque, che l'assistenza alla sicurezza, alla stabilità politica e alla ricostruzione deve rispettare e considerare la Costituzione, le leggi e le tradizioni, i valori e la cultura del popolo afgano, nonché le sue componenti etniche e religiose;

(v) *Constatando* che l'impegno militare afgano e internazionale non ha ancora permesso di ristabilire una sicurezza duratura in Afghanistan;

(vi) *Considerando*, a tal proposito, che è importante continuare a garantire un

livello alto di assistenza militare al Governo afgano al fine di accrescere le dimensioni e le capacità tecniche delle forze di sicurezza afgane;

(vii) *Considerando* che la presenza militare internazionale deve essere mantenuta fino a quando le forze afgane non saranno capaci di agire in maniera autonoma e indipendente in Afghanistan;

(viii) *Considerando* che le forze straniere presenti in Afghanistan, in particolare le forze europee che partecipano alla missione ISAF della NATO, devono rispettare il proprio mandato offrendo assistenza e supporto alle forze di sicurezza afgane;

(ix) *Considerando* che la presenza militare svolge un ruolo chiave nel favorire il processo di ricostruzione economica e sociale in Afghanistan;

(x) *Considerando* che le azioni contro il terrorismo e il traffico di droga sono necessarie alla sicurezza e alla stabilità, condizioni essenziali per la ricostruzione economica e sociale dell'Afghanistan;

(xi) *Considerando* che agli occhi del Governo e del popolo dell'Afghanistan l'azione autonoma delle forze europee, condotta senza una precedente consultazione con le autorità nazionali e locali afgane appare controproducente;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 3 giugno 2009 nella 2^a seduta.

(xii) *Sottolineando* l'importanza dell'impegno europeo, a livello nazionale o dell'Unione Europea, nel contribuire allo sviluppo del settore della sicurezza nazionale, del sistema giudiziario e delle forze di polizia in Afghanistan;

(xiii) *Considerando* che è auspicabile che l'impegno europeo nel settore militare e della sicurezza si accompagni allo stanziamento di una somma equivalente o superiore a titolo di aiuti economici, al fine di dimostrare l'impegno degli Stati europei nei confronti dello sviluppo civile in Afghanistan;

(xiv) *Considerando* che è essenziale coordinare l'azione intrapresa dagli Stati europei in Afghanistan con quella di altri paesi che vi operano per la pace, la sicurezza e lo sviluppo, in particolare gli Stati Uniti;

(xv) *Considerando* che è estremamente importante che le ONG siano in grado di continuare a sostenere il popolo afgano con aiuti sociali ed economici, e che è auspicabile distinguere completamente l'azione delle ONG dall'azione militare e civile della NATO intrapresa attraverso i *PRT (Provincial Reconstruction Teams*, gruppi di ricostruzione provinciale);

(xvi) *Sottolineando* l'importanza dei programmi di assistenza attuati a livello locale dalle istituzioni, gli Stati e le ONG europei in materia di sviluppo economico e sociale;

(xvii) *Considerando* la necessità di migliorare il dialogo e il coordinamento tra tutti i soggetti coinvolti, con le autorità afgane locali e nazionali e con altri interlocutori afgani della società civile, in particolare della società rurale, e il ruolo privilegiato che l'Europa può svolgere al riguardo;

(xviii) *Considerando* la condizione contrastante delle donne afgane, che dipende dal gruppo etnico e religioso e dall'ambiente (urbano o rurale) al quale esse appartengono;

(xix) *Sottolineando* che il miglioramento dello status economico e sociale delle donne in Afghanistan è una tappa necessaria nello sviluppo economico e sociale del Paese;

(xx) *Considerando* che l'istruzione, la ricostruzione del sistema sanitario e lo sviluppo economico sono elementi chiave al fine di permettere alle donne afgane di essere parte integrante della società;

(xxi) *Considerando* che la questione deve essere affrontata in un contesto più ampio, in concertazione con le autorità nazionali e locali e tenendo conto delle necessità dell'intera società afgana, per evitare qualunque insinuazione sul fatto che si voglia imporre un modello di stile occidentale;

(xxii) *Considerando* che i problemi legati alla sicurezza in Afghanistan devono essere risolti in un contesto regionale e internazionale più ampio;

(xxiii) *Considerando*, in tal senso, il ruolo fondamentale svolto dal Pakistan nel trovare una soluzione globale ai problemi della sicurezza dell'Afghanistan e la necessità di avviare un dialogo aperto e collaborativo con tale Paese;

(xxiv) *Sottolineando* la necessità di prendere in considerazione, come per l'Afghanistan, gli interessi dello Stato pakistano, e le sue specificità costituzionali, politiche, religiose ed etniche, nonché le sue preoccupazioni legittime in merito alla sicurezza regionale;

(xxv) *Considerando* che l'Unione Europea, in qualità di grande potenza commerciale, può svolgere un ruolo chiave nei confronti del Pakistan sia sul fronte economico che nella ricerca di una stabilità politica;

(xxvi) *Esprimendo* il proprio sostegno agli ufficiali e soldati europei impegnati in Afghanistan ed estendendolo alle loro famiglie,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A

1. garantire che gli Stati Membri si adoperino per coordinare la loro azione militare e il loro impegno in materia di assistenza con la riforma del settore della sicurezza e la ricostruzione economica e sociale in Afghanistan;

2. cercare di armonizzare e rendere più efficaci le regole di ingaggio (*caveat*) in vigore per le forze nazionali dei vari Paesi europei impegnati in Afghanistan;

3. garantire che i contingenti armati schierati in Afghanistan siano adeguatamente addestrati ed equipaggiati, così da poter far fronte ai rischi e alle minacce legati al quadro delle operazioni in Afghanistan;

4. cercare di definire una strategia politica, economica e di sicurezza europea

per l'Afghanistan nell'ambito di un partenariato euro-afgano;

5. riesaminare l'efficacia degli aiuti economici e sociali forniti all'Afghanistan, garantendo il rispetto degli impegni assunti, considerando che tali aiuti si rivelano ancor più necessari in questo periodo di crisi internazionale che colpisce duramente il Paese;

6. proporre un partenariato economico e politico con il Pakistan e l'istituzione di un dialogo politico permanente con rappresentanti di tutte le forze politiche nazionali, locali e tribali in Pakistan;

7. informare costantemente l'Assemblea sulla situazione militare, politica, economica, sociale e di sicurezza in Afghanistan e sull'azione intrapresa nella regione dagli Stati europei in ambito ISAF e dall'Unione europea.